



# ECHA

<http://echa.europa.eu>

Clause de non-responsabilité: Ceci est une traduction de travail d'un document initialement publié en langue anglaise. La version originale de ce document est disponible sur le site web de l'ECHA.

## Communiqué de presse:

ECHA/PR/10/19

Helsinki, le 27 septembre 2010

### **ECHA propose une assistance aux déclarants dans des cas exceptionnels**

**Les entreprises confrontées à des circonstances exceptionnelles de nature à les empêcher de procéder à la déclaration dans les temps doivent en informer l'ECHA dès que possible avant la date butoir du 30 novembre 2010.**

Le groupe de contact des directeurs (DCG) est convenu que, dans cinq cas spécifiques, l'ECHA peut proposer son aide aux entreprises concernées soit en se fondant sur le pouvoir discrétionnaire que lui confère le règlement REACH, soit en offrant aux entreprises un moyen transparent d'établir leur bonne foi. Chaque entreprise concernée devra compléter et transmettre un formulaire en ligne dans les plus brefs délais avant la date butoir, lequel contiendra une justification circonstanciée de sa situation ainsi qu'une explication des mesures prises pour se conformer aux obligations qui lui incombent au titre du règlement REACH. Dès réception de ces informations, l'ECHA transmettra des instructions sur la manière de présenter une déclaration dans le délai fixé.

Le groupe de contact des directeurs, la Commission européenne, l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) et les associations industrielles européennes participantes ont identifié plusieurs scénarios exceptionnels dans lesquels les déclarants concernés pourraient se trouver dans l'impossibilité de présenter à temps une déclaration pleinement conforme au règlement REACH.

Le DCG a identifié plusieurs cas dans lesquels ces circonstances urgentes et exceptionnelles pourraient s'appliquer:

- difficultés de fournir à temps les données exigées dans l'annexe VII et l'annexe VIII ou difficultés pour les importateurs de mélanges d'obtenir de leurs fournisseurs des

données analytiques et des données sur la composition des substances contenues dans le mélange (Dossier n° 10)<sup>1</sup>;

- impossibilité de transférer une pré-déclaration ou de soumettre une pré-déclaration tardive à la suite d'un changement d'entité juridique (Dossier n° 15);
- échec du déclarant principal de soumettre d'un dossier pleinement conforme au règlement REACH (Dossier n° 20);
- les utilisateurs en aval sont contraints de devenir des importateurs en cas d'absence de déclaration d'une substance par aucun fournisseur établi dans l'UE (Dossier n° 21);
- les déclarants doivent s'adapter à des guides nouveaux ou mis à jour et éprouvent des difficultés à fournir en temps utile les données visées à l'annexe VII et à l'annexe VIII (Dossier n° 10).

Pour résoudre ces problèmes, l'ECHA fera preuve de flexibilité à l'égard des déclarants qui, sans en être responsables, éprouvent des difficultés à présenter un dossier de déclaration complet avant le 30 novembre 2010, à savoir la prochaine date limite de déclaration. Par exemple, en vertu de l'article 20, paragraphe 2, du règlement REACH, l'ECHA peut prendre en considération des circonstances échappant au contrôle du déclarant lorsqu'elle fixe un «délai raisonnable» au terme duquel le déclarant doit compléter sa déclaration. Dans d'autres cas, l'ECHA peut instaurer un mécanisme par lequel les entreprises peuvent lui notifier leurs difficultés. Cette notification peut ensuite être invoquée en cas d'inspection par une autorité nationale.

Par ailleurs, une communication accessible dans une nouvelle section du site Web de l'ECHA consacrée au DCG, énumère les situations dans lesquelles l'Agence peut reconnaître difficultés exceptionnelles rencontrées par certains déclarants ayant suffisamment motivé leur situation individuelle .

Les entreprises susceptibles de se trouver dans l'une des situations décrites ci-dessus sont invitées à prendre connaissance du document de synthèse qui présente les solutions adoptées par le DCG, ainsi que de la communication énonçant les informations que devront obligatoirement soumettre les entreprises qui prétendent se trouver dans l'une de ces situations exceptionnelles.

La nouvelle section du site Web de l'ECHA consacrée au DCG décrit également comment un déclarant véritablement affecté doit contacter l'Agence. Grâce à des formulaires spécifiques disponibles en ligne, chaque entreprise concernée pourra présenter à l'ECHA les informations requises concernant sa situation exceptionnelle. L'entreprise concernée devra suivre cette procédure dans les plus brefs délais avant la date butoir du 30 novembre. Ceci permettra à l'ECHA d'examiner les demandes au cas par cas et de communiquer aux entreprises concernées des instructions sur la manière de présenter leur déclaration dans les temps. Dès que la déclaration aura été traitée et acceptée par l'ECHA et dès réception de la redevance correspondante, l'Agence informera chaque entreprise concernée individuellement sur le délai fixé pour compléter son dossier de déclaration.

#### **Informations complémentaires:**

#### **Section du site Web de l'ECHA consacrée au DCG:**

[http://echa.europa.eu/help/dcg\\_fr.asp](http://echa.europa.eu/help/dcg_fr.asp)

**Site Web de l'Agence européenne des produits chimiques:** <http://echa.europa.eu/>

#### **Pour en savoir plus sur la création du DCG, voir l'Alerte *Actualités*:**

[http://www.echa.europa.eu/doc/press/na\\_10\\_19\\_dcg\\_lr\\_20100416.pdf](http://www.echa.europa.eu/doc/press/na_10_19_dcg_lr_20100416.pdf)

---

<sup>1</sup> La numérotation des dossiers correspond à celle du groupe de contact des directeurs (DCG).